



## PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT

### Termes de référence pour le recrutement d'un consultant national

Intitulé de la mission	Etude sur l'actualisation et l'harmonisation des textes juridiques régissant le commerce intérieur.
Lieu d'exécution	Brazzaville, République du Congo
Domaine	Droit, économie
Durée des services	3 mois
Date de prise de fonction	A la signature du contrat

**Ancrage institutionnel :** Ministère du commerce et des approvisionnements

**Statut du Poste :** 1 Consultant national, spécialiste des questions juridiques ayant des connaissances dans le domaine du commerce intérieur.

#### CONTEXTE ET JUSTIFICATION

La République du Congo affiche l'ambition de devenir pays émergent à l'horizon 2025 à travers la vision stratégique du Président de la République exprimée dans son projet de société « le Chemin d'Avenir ». Cette vision a été déclinée dans un cadre de planification stratégique (DSCERP 2012-2016). La stratégie définie vise à renforcer la gouvernance dans toutes ses dimensions, diversifier l'économie pour une croissance inclusive. Dans le but d'opérationnaliser cette stratégie, une politique sectorielle a été élaborée par le Ministère du Commerce et des Approvisionnements (MCA) avec l'appui des partenaires au développement. Laquelle politique s'intitule Plan National du Développement du Commerce (PNDC). Parmi les mesures retenues dans ce plan, figure l'amélioration du cadre législatif et réglementaire régissant le commerce.

En effet, la réglementation commerciale actuelle est caractérisée par certaines insuffisances qui entraînent le dysfonctionnement du secteur dont principalement :

- le manque de cohérence des textes ;
- la caducité de certains textes ;
- le manque de décrets d'application pour certaines lois ;
- le caractère redondant et épars de nombreux textes;
- le manque de textes spécifiques de régulation de certaines activités commerciales;
- l'existence de textes aux dispositions contraires au droit OHADA.

Pour aider le Gouvernement du Congo à résoudre ces problèmes, le MCA a signé le 2 avril 2015 un Plan de Travail Annuel (PTA) avec le PNUD, en vue de l'appuyer dans la mise en œuvre de la politique nationale du développement du commerce. Le PTA prescrit de réaliser une étude sur l'actualisation et l'harmonisation de la réglementation du commerce intérieur.

A cet effet, le Gouvernement de la République du Congo envisage d'utiliser une partie des sommes allouées au titre de ce projet pour la rémunération des services d'un consultant national chargé de réaliser une étude sur l'actualisation et l'harmonisation des textes juridiques régissant le commerce intérieur.

## **OBJECTIFS ET ETENDUE DE LA CONSULTATION**

L'objectif principal de l'étude est d'actualiser et d'harmoniser le cadre législatif et réglementaire régissant le secteur du commerce intérieur.

### **I - OBJECTIFS SPECIFIQUES**

#### **Spécifiquement, il s'agira de :**

1. Etablir une liste des textes juridiques en vigueur, régissant le commerce intérieur;
2. Faire le point des éléments de caducité et de disharmonie des textes entre eux et face au droit OHADA, ainsi qu'aux textes de l'OMC et de la CEMAC ;
3. Proposer un schéma d'orientation des réformes à réaliser en vue de l'adaptation et de l'harmonisation des textes ;
4. Proposer des avant-projets de textes de lois et de règlements destinés à adapter et à harmoniser le cadre juridique du commerce intérieur.

#### **Contenu de la mission :**

La mission du consultant consiste à réaliser une étude approfondie des textes applicables au commerce, en vue (i) d'identifier les éléments de caducité par rapport au cadre juridique des affaires et au droit économique en général, dans leur évolution actuelle ainsi que les facteurs de disharmonie entre les textes et (ii) de proposer les axes et les canevas des réformes du cadre juridique du commerce intérieur.

Dans ce cadre, le consultant devra effectuer les tâches ci-après :

- Identification, avec l'aide des services du ministère et par ses propres ressources, de l'ensemble des textes juridiques nationaux (lois et règlements) et internationaux (traités et conventions) régissant le commerce intérieur et ayant une incidence sur le commerce, de la colonisation à nos jours et en établir la liste (textes de la période coloniale jusqu'à nos jours) ;
- Analyse approfondie du contenu de l'ensemble des textes en vue d'en établir les éléments de caducité inadaptés et de leur disharmonie ;
- Proposition des axes des réformes à recommander en vue de l'adaptation et l'harmonisation de l'ensemble du cadre juridique du commerce intérieur ;
- Elaboration des avant-projets de textes relatifs à la réforme du cadre juridique du commerce intérieur (lois et règlements d'application).

## II - DUREE ET DEROULEMENT DE LA MISSION

La durée de la mission pour l'ensemble des tâches est fixée à trois (3) mois.

Les livrables attendus sont décrits dans le tableau ci-après :

	<b>PRODUITS/LIVRABLES</b>	<b>DATES</b>
<b>1.</b>	Un rapport de démarrage de la mission, à la suite de la réunion de contact sur la précision des contours de la mission après la signature du contrat.	7 jours
<b>2.</b>	Une liste des textes en vigueur régissant le secteur du commerce intérieur.	14 jours
<b>3.</b>	Un rapport d'analyse approfondie des textes en vigueur régissant le commerce intérieur, dégageant les facteurs d'inadaptation et de disharmonie du cadre juridique du commerce intérieur et les axes des réformes recommandées en vue d'y remédier.	45 jours
<b>4.</b>	Des avant-projets de textes de lois et de règlements relatifs aux réformes proposées.	14 jours
<b>5.</b>	Un rapport final de la mission validé par les Parties prenantes, notamment l'unité de coordination du Projet et le PNUD et autres partenaires impliqués (à compléter) dans le suivi de l'étude.	10 jours

N B : les avant-projets des textes et le rapport final sont livrés en trois exemplaires de chaque, en papier et en version électronique sur des supports adaptés (clé USB).

## III – QUALIFICATION DU CONSULTANT

Le (a) consultant (e) doit :

Education :	Etre titulaire au minimum d'un diplôme de troisième cycle universitaire (Bac + 5 ou équivalent) en droit, sciences politiques, administration générale, commerce et gestion.
Expérience professionnelle	Disposer d'une expérience professionnelle d'au moins huit (8) années, dont trois (3) dans le domaine de l'enseignement, l'analyse et l'interprétation ou l'élaboration des textes juridiques, avec au moins une référence dans le domaine des textes réglementant l'économie, le commerce et les affaires (PME, industrie, télécommunication, transport, etc.). Avoir une expérience avec les Nations Unies
Langue requise:	Une excellente maîtrise du français, tant parlé qu'écrit est exigée. La connaissance de l'anglais constitue un atout.
Connaissances en informatique	Avoir la connaissance de l'outil informatique, singulièrement la maîtrise des logiciels requis pour la bonne exécution de sa mission, notamment le WORD et le POWERPOINT.

#### **IV - MODALITES DE PAIEMENT**

- 20 % du montant global du contrat après validation du rapport de démarrage de la mission , à titre d'avance de démarrage ;
- 50 % du montant global du contrat à la livraison et validation du rapport d'analyse approfondie des textes en vigueur régissant le commerce intérieur, dégageant les facteurs d'inadaptation et de disharmonie du cadre juridique du commerce intérieur et les axes des reformes recommandées en vue d'y remédier;
- 30 % du montant global du contrat à la fin de la mission, suite à la remise et la validation des avant-projets de textes de réforme du cadre juridique du commerce intérieur et du rapport final de la mission validé par les parties prenantes, notamment l'unité de coordination du Projet, le PNUD et autres partenaires impliqués dans le suivi de l'étude.

#### **V - Méthodologie**

Le consultant national proposera pour la mission une méthodologie appropriée et la plus adaptée susceptible de garantir l'atteinte des objectifs fixés. Celle-ci fera appel entre autres aux pratiques usuelles comme la recherche documentaire, les entretiens avec les acteurs du commerce, les juristes et les fiscalistes, etc. pour faire l'état des lieux de l'harmonie et de l'efficacité des textes et ressortir leurs forces et leurs faiblesses, les entretiens et consultations des parties prenantes concernées, etc.

#### **VI - Conduite de l'activité et présentation des rapports**

La conduite de cet exercice sera marquée par la production des rapports ci-après :

**Un rapport de démarrage de la mission**, à la suite de la réunion de contact sur la précision des contours de la mission après la signature du contrat ;

**Liste des textes en vigueur** régissant le secteur du commerce intérieur ;

**Un rapport d'analyse approfondie des textes en vigueur** régissant le commerce intérieur, dégageant les facteurs d'inadaptation et de disharmonie du cadre juridique du commerce intérieur et les axes des reformes recommandées en vue d'y remédier;

**Un rapport final de la mission** validé par les parties prenantes, notamment l'unité de coordination du Projet, le PNUD et autres partenaires impliqués dans le suivi de l'étude.

**Durée** : La durée de la mission pour l'ensemble des tâches est fixée à trois (3) mois.

#### **VII – COMPOSITION DU DOSSIER DE CANDIDATURE**

Le soumissionnaire devra présenter une offre contenant de manière séparée et dans deux enveloppes distinctes : la partie technique et opérationnelle de sa proposition d'une part et la partie financière de sa proposition d'autre part. En termes de contenu, chaque partie de la proposition comprendra les éléments suivants :

**Proposition technique et opérationnelle :** Cette partie de la proposition comprend :

✓ **Le descriptif du profil du consultant:** Cette partie devra fournir des informations sur le consultant, ainsi qu'une description sommaire des activités présentes du soumissionnaire. L'information devra se concentrer sur les services ayant un rapport avec les stratégies de développement ;

✓ **La note de méthodologie :** Celle-ci proposera la manière de faire ainsi que les livrables attendus de chacune des phases, le temps y attribué et les moyens impartis à la réalisation des différentes activités prescrites ;

✓ **Le planning d'exécution :** Il s'agit du document de programmation de la mission accompagné d'un plan de travail et du calendrier d'intervention pour chaque étape de réalisation des activités.

## VIII Evaluation

### Méthodologie d'évaluation

*Prix le plus bas et offre techniquement conforme*

*Le contrat sera attribué au consultant/soumissionnaire dont l'offre a été évaluée et déterminée à la fois comme:*

*a) recevable / compatible / acceptable, et*

*b) offrant le plus bas prix / coût*

*"Recevable / compatible / acceptable» peut être défini comme répondant pleinement aux TDRs.*

*Critères spécifiques de la soumission:*

*\* Poids des critères Techniques : 70%*

*\* Poids des critères financiers : l'offre financière la moins élevée*

*Seuls les candidats ayant obtenu un minimum de 70 points seront considérés pour l'évaluation financière*

### Critères d'évaluation

1. **Évaluation technique :** les candidats qui auront plus de 70% des points seront retenus pour l'étape suivante. Le tableau des critères techniques :

Évaluation technique		Note maximum	Consultants				
			A	B	C	D	E
1.	<b>Critère 1 :</b> Qualification : - Etre titulaire au minimum d'un diplôme de troisième cycle universitaire (Bac + 5 ou équivalent) en droit, sciences politiques, administration générale, commerce et gestion.	30					
2.	<b>Critère 2 :</b> Expérience : Expérience professionnelle d'au moins huit (8) années, dont trois (3) dans le domaine de l'enseignement, l'analyse et l'interprétation ou l'élaboration des textes juridiques, avec au moins une référence dans le domaine des textes réglementant l'économie, le commerce et les affaires (PME, industrie, télécommunication, transport, etc.).	45					

3.	<b>Critère 3</b> : Plan de travail, Méthodologie proposée et approche pour exécuter le travail selon les TDRs.	20					
4.	<b>Critère 4</b> : Expérience avec les Nations Unies	05					
<b>Total</b>		<b>100</b>					

### IX - Approbation

<b>Visa du chef de l'Unité demandeur</b>	<b>Visa CEDAP</b>	<b>Visa du ARRO/Finances</b>	<b>Visa RRA</b>
<b>Compte à charger PTA Commerce Intérieur</b>			